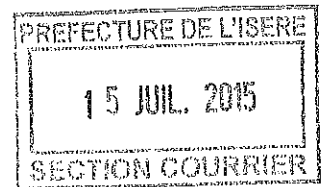


EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL



N° 1507-024

Nombre de Conseillers	L'an deux mil quinze
en exercice	15
présents	13
exprimés	13

le : neuf juillet
le Conseil Municipal de la commune de **LA RIVIERE**
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire
à la mairie, sous la présidence de M. Raymond ROLLAND,
1^{er} Adjoint
Date de convocation du Conseil Municipal : 4 juillet 2015

Présents : MM. Nadine CARMONA, Annie MAËS, Patrick GUINET-BOUCHER, Marc LEVASSEUR, Magali BERNARD-GRANGER, Fabienne RICAUD, Eric GIACOMETTI, Bénédicte JUGE, Stéphane DELFINO, Véronique BESSON

Excusés : M. Robert ALLEYRON-BIRON, donne pouvoir à M. Raymond ROLLAND, Mme Martine DUTERTRE donne pouvoir à Mme Fabienne RICAUD, Mme Colette PEYRONNARD, M. Christian ROBERT

Secrétaire : Mme Annie MAËS

Objet : Objectifs poursuivis dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme (issu de la révision totale du plan d'occupation des sols) et définition des modalités de la concertation

Monsieur le 1^{er} Adjoint expose que le Plan d'occupation des sols (POS) actuel qui a été approuvé par délibération en date du 15 septembre 1987 et modifié le 27 février 1991 et le 11 juillet 2005, ne correspond plus aux exigences actuelles de l'aménagement, ne prend pas en compte les évolutions législatives récentes et ne correspond plus aux intentions de projets de la commune.

La loi n° 2000 – 1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (loi SRU) a créé un nouveau document d'urbanisme, le Plan local d'Urbanisme (PLU) qui remplace le Plan d'Occupation des Sols depuis le 1^{er} avril 2001.

Conformément aux dispositions des articles L.123-19, L.123-6 et L.300-2 du code de l'urbanisme, Monsieur le 1^{er} Adjoint présente au Conseil Municipal les **objectifs poursuivis par la commune** dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme :

Monsieur le 1^{er} Adjoint présente au Conseil Municipal l'intérêt pour la commune de reconsidérer le contenu du plan d'occupation des sols. Il apparaît nécessaire de réajuster l'affectation des sols et d'organiser l'espace communal pour permettre un développement cohérent et maîtrisé dans la volonté de répondre aux besoins et attentes des générations futures. Le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme doit être l'expression d'une politique locale d'aménagement et de développement durable. La mise en chantier de ce projet est l'opportunité de mener une réflexion générale sur le développement du territoire communal et de réfléchir aux projets que la commune souhaite mettre en œuvre dans les années à venir, en relation avec les grandes politiques d'aménagement du territoire définies au travers du Schéma de Cohérence Territoriale de la région urbaine de Grenoble (SCOT de la RUG).

Les **objectifs poursuivis par la commune** dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sont :

1. Intégrer le projet communal dans les dynamiques supra-communales

- Rendre compatible le document d'urbanisme avec les objectifs du SCOT et du PLH en cours d'élaboration
 - Intégrer les lois telles que les lois SRU et ENE, ALUR, LAAAF
2. Préserver le cadre de vie de la commune
 - Gérer de manière économe les espaces naturels, agricoles et forestiers en tentant de ne pas réduire leurs surfaces en dehors des espaces urbanisés
 - Conserver l'identité paysagère de la commune en préservant les éléments structurants du paysage (coupures paysagères, vues, trame verte, espaces de prairie ouverts, etc.)
 - Encadrer le développement bâti de la commune en privilégiant le développement au bourg
 - Encadrer l'intégration urbaine, paysagère et architecturale des nouvelles constructions, en ré-interprétant l'architecture et les formes urbaines traditionnelles
 - Accompagner les évolutions du bâti ancien dans ses transformations, notamment les séchoirs à noix
 3. Mettre en valeur les espaces naturels et agricoles
 - Conserver et protéger les espaces agricoles en maîtrisant la pression foncière
 - Valoriser les espaces naturels à forte valeur environnementale, notamment l'Espace naturel sensible des Ecouges
 - Valoriser la trame verte (forêts, ripisylves, trames verte urbaine) et bleue (Isère et ruisseaux)
 - Se préserver des risques naturels, et notamment de l'inondation
 4. Développer la vie de village
 - Maintenir la pérennité des équipements et services publics qui font l'objet d'un investissement communal depuis longtemps et qui sont source de vie et d'animation
 - Adapter, valoriser et maintenir les équipements publics existants
 - Réaffirmer le rôle de cœur du village et commerces, services et équipements
 - Permettre l'implantation d'activités non nuisantes compatibles avec la vie villageoise
 - Maintenir et valoriser la zone d'activité

L'ensemble des objectifs définis ci-dessus constitue la phase actuelle de la réflexion communale. Ils pourront évoluer, être complétés, éventuellement revus ou précisés en fonction des études liées à l'élaboration du PLU.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, et au vu des objectifs susmentionnés de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, Monsieur le 1^{er} Adjoint expose la nécessité d'engager une procédure de **concertation avec la population** pendant toute la durée de l'étude et jusqu'à l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Le conseil municipal,

VU les articles L.123-6 L.123-19 du code de l'urbanisme ;

VU les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

VU l'article L.300-2 du code de l'urbanisme ;

VU le Plan d'Occupation des Sols approuvé par délibération du **15 septembre 1987 et modifié le 27 février 1991 et le 11 juillet 2005**

ENTENDU l'exposé de Monsieur le 1^{er} Adjoint,

Après en avoir délibéré :

- **prescrit** l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- **approuve** les objectifs poursuivis selon l'exposé ci-dessus ;
- **ouvre la concertation** pendant toute la durée de l'étude et jusqu'à l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme ;

La concertation se déroulera dans les modalités suivantes :

1. Information par voie de bulletins municipaux sur l'état d'avancement du PLU ;
2. Mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture avec possibilité de prise de rendez-vous auprès des élus ;
3. Réalisation de trois réunions publiques d'informations qui se tiendront aux grandes étapes suivantes de l'élaboration du PLU : une première pour expliquer la méthodologie, le processus de projet et les modalités de la concertation ; une deuxième pour présenter le diagnostic et les enjeux ; une troisième pour présenter une esquisse du PADD et des orientations d'aménagement et de programmation ;

- **donne l'autorisation** au maire pour signer toute convention, contrat ou avenant de prestation de service qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'Etat ;
- **charge le cabinet** JAM Ingénierie de réaliser les études nécessaires à l'élaboration du PLU ;
- **décide de solliciter de l'Etat une dotation** pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et frais d'études liés à l'élaboration du PLU, conformément à l'article 121-7 du code de l'urbanisme ;
- **décide de solliciter du Département de l'Isère une dotation** pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du POS ;
- **donne l'autorisation au maire** de signer toute convention qui serait nécessaire à l'obtention de subventions ou d'aides financières d'organisme public (conseil départemental, conseil régional...) ;
- **décide** d'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférents à l'élaboration du PLU au budget de l'exercice considéré ;

Conformément aux dispositions de l'article R.123-18 du code de l'urbanisme, à l'issue de la concertation, le conseil municipal délibérera simultanément sur le bilan de la concertation et sur l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article L.123-6 et L.123.8 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au préfet de l'Isère
- aux présidents du conseil régional et du département ;
- au président de la communauté de communes de Chambaran Vinay Vercors ;
- au président de l'établissement public du Schéma de cohérence territoriale de la région urbaine de Grenoble ;
- au président du Parc Naturel Régional du Vercors ;
- aux présidents des autorités organisatrices des transports urbains de la CAPV et de Grenoble Alpes Métropole
- aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers, de la Chambre d'Agriculture ;

- aux maires des communes limitrophes : Saint-Quentin sur Isère, Montaud, Autrans, Saint-Gervais, Poliénas, l'Albenc.
- au centre national de la propriété forestière ;
- à l'Institut national de l'origine et de la qualité ;

Les récipiendaires de la notification ci-dessus évoquée sont associés à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Selon les effets que peut induire le projet de PLU, Monsieur le Maire sera tenu de consulter obligatoirement :

- la chambre d'agriculture dès lors que le projet de PLU porte sur la réduction des espaces agricoles ;
- La CDPENAF si le projet prévoit la création de STECAL
- le centre national de propriété forestière en cas de réduction des espaces forestiers ;
- l'Institut national de l'origine et de la qualité
- la commission départementale de la nature, des paysages et des sites pour les communes situées en zone de montagne si le projet déroge aux règles de continuité de l'urbanisation.

Les associations locales d'usagers agréées, ainsi que les associations agréées mentionnées à l'article L.252-1 du code rural sont également consultées à leur demande.

Par ailleurs, Monsieur le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacement.

Conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans le journal suivant diffusé dans le département : Dauphiné Libéré

➤ **Vote du conseil municipal :**

- Pour	:	13
- Abstentions	:	0
- Contre	:	0

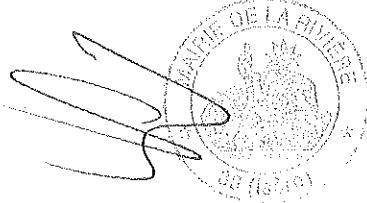
Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme

Affiché le 10 juillet 2015

En mairie le 10 juillet 2015
Robert ALLEYRON-BIRON
Maire de LA RIVIERE



Del 1407-024